

# SOUMISSION AU PLAN D'ACTION FÉDÉRAL LGBTQ2S

Composante politique internationale



**DIGNITY  
NETWORK  
CANADA**

**RÉSEAU  
DIGNITÉ  
CANADA**



## **NOTE**

Ces recommandations s'appuient sur les 19 recommandations du Réseau Dignité Canada pour 2019-2023 élaborées par notre réseau et signées par 30 OSC canadiennes et 20 OSC internationales. En février 2021, elles ont été affinées par le Groupe de travail sur le plaidoyer et les relations gouvernementales du Réseau Dignité Canada, puis consultées par le Conseil d'administration et le Conseil consultatif mondial du Réseau Dignité Canada de mars à mai 2021.

Le 20 mai 2021, une délégation de membres du Réseau Dignité Canada a présenté un résumé de ces recommandations aux représentants du Secrétariat LGBTQ2, d'Affaires mondiales Canada et d'IRCC lors d'une consultation concernant la section internationale du plan d'action LGBTQ2.

## **À PROPOS DU LANGAGE**

À moins de faire référence à un nom ou à un programme spécifique, ce document utilise le terme « 2S/LGBTIQ » lorsqu'il est question d'enjeux canadiens nationaux.

Ce document utilise les termes LGBTIQ ou SOGIESC, qui sont des acronymes plus reconnus à l'international pour nos identités et nos enjeux lorsqu'il s'agit d'enjeux internationaux.



## **Enjeu et solution no 1 : Envoyé spécial ou ambassadeur assigné aux enjeux SOGIESC à l'international**

**Enjeu :** Vu le soutien accru accordé aux droits humains des personnes LGBTIQ à l'échelle mondiale au cours des dernières années par le Canada, un poste de direction est nécessaire afin de préconiser et de guider ces efforts. Entre 2016 et 2019, ce rôle a été, en partie, assumé par un·e conseiller·e spécial·e du premier ministre sur les enjeux liés à la communauté LGBTQ2, qui avait des responsabilités à la fois nationales et internationales. Actuellement, l'attention accordée à ces enjeux à l'échelle internationale est insuffisante car la responsabilité du nouveau ministre de la Diversité, de l'Inclusion et de la Jeunesse est principalement axée sur les enjeux 2S/LGBTIQ domestiques. Le Canada est moins visible sur la scène internationale en ce qui concerne les droits humains des personnes LGBTIQ. De plus, il n'y a également pas eu une coordination suffisante entre les différents secteurs du gouvernement sur les enjeux internationaux SOGIESC dans la politique et les programmes étrangers. La progression des programmes et des politiques visant à faire avancer les droits humains des personnes LGBTIQ à l'échelle internationale a été lente en raison du manque de cohérence et de coordination entre les différents programmes et politiques liés à l'égalité des genres et aux enjeux SOGIESC dans le contexte des affaires étrangères.

**Solution :** Nous recommandons que le gouvernement du Canada travaille en étroite collaboration avec la société civile pour créer un nouveau poste de direction de haut niveau pour les personnes LGBTIQ (c.-à-d. un·e conseiller·e spécial·e, un·e ambassadeur·ice ou un·e envoyé·e) pour gérer les enjeux SOGIESC chez Affaires mondiales Canada (AmC) et promouvoir l'égalité et les droits humains des personnes LGBTIQ à l'échelle internationale. Cette personne doit avoir de l'expérience avec les enjeux internationaux SOGIESC et jouir d'une grande crédibilité auprès de la société civile. Elle doit être responsable de la promotion et de la supervision de la mise en œuvre de l'ensemble des engagements du Canada en matière SOGIESC, idéalement dans le cadre d'un plan ou d'un cadre accessible aux intervenants du gouvernement et de la société civile. Ce poste de haut niveau contribuerait à renforcer la collaboration entre la société civile et le gouvernement, non seulement dans les différentes parties d'AmC et des missions canadiennes dans le monde, mais aussi dans d'autres secteurs du gouvernement canadien impliqués dans les enjeux internationaux et les droits humains. Le titulaire du poste doit disposer d'un bureau dédié et des ressources nécessaires afin de travailler efficacement. Ce rôle pourrait être semblable à celui de l'ambassadeur·ice du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité. Les deux bureaux pourraient travailler en étroite collaboration pour garantir une approche intersectionnelle aux enjeux de genre, de paix et de sécurité. Le Royaume-Uni vient de nommer un envoyé spécial pour les enjeux LGBTI en mai 2021, et l'administration Biden aux États-Unis est susceptible de renouveler le mandat de son envoyé spécial dans les mois à venir. Par conséquent, le poste canadien de haut niveau aurait des homologues directs dans d'autres pays et ferait partie d'un réseau restreint mais croissant de pays œuvrant pour le respect et la promotion des droits humains des personnes LGBTIQ à travers le monde.



## **Enjeu et solution 2 : Plan d'action international global concernant les enjeux SOGIESC**

**Enjeu** : Dans l'ensemble d'Affaires mondiales Canada, y compris au niveau des missions, le gouvernement prend des mesures pour soutenir les droits humains des personnes LGBTIQ. Cependant, ces mesures ne sont pas toujours cohérentes et il n'existe pas d'orientation ou de plan politique global. Il existe des silos au sein d'Affaires mondiales Canada sur les enjeux SOGIESC et il y a parfois un manque de communication entre les multiples divisions ou unités travaillant sur des enjeux interreliés. Afin de faire progresser efficacement les droits humains à l'échelle internationale, de nombreux secteurs des affaires étrangères du Canada devraient intégrer un élément SOGIESC. Il s'agit notamment des secteurs comme la diplomatie, le développement et l'aide humanitaire, la politique sur l'égalité des genres, le développement économique, le commerce international, les affaires consulaires et la politique sur la migration et les réfugiés. Par exemple, en tant que partenaires de la société civile, nous avons remarqué un manque d'uniformité dans la façon dont les ambassades canadiennes abordent les enjeux SOGIESC. L'implication dans ces enjeux ou le dévouement à ces derniers ne devrait pas dépendre du soutien d'un ambassadeur ou d'un employé de l'ambassade. Toutes les missions canadiennes devraient recevoir des conseils sur la façon de faire progresser les enjeux SOGIESC dans le contexte de leur travail, et cela devrait être une attente de la politique étrangère canadienne qui fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation.

**Solution** : Nous recommandons que le Canada élabore une orientation politique claire et une stratégie globale pour faire progresser les droits de la personne en matière SOGIESC à tous les niveaux de notre engagement international, ce qui comprendrait Affaires mondiales Canada et d'autres parties du gouvernement ayant des portefeuilles internationaux, ainsi que les missions canadiennes. Cette politique et cette stratégie devraient s'inscrire dans le cadre de la nouvelle politique étrangère féministe du Canada et venir recouper le Plan d'action pour les femmes, la paix et la sécurité. La politique devrait être fondée sur des principes et des lignes directrices clairs, et comporter des activités et des objectifs précis. Ce type de politique est en train de devenir une bonne pratique chez plusieurs alliés du Canada. L'Allemagne est le dernier pays à avoir adopté une politique intégrée d'inclusion LGBTIQ dans les affaires étrangères et la coopération au développement. Voir : [La nouvelle stratégie d'inclusion LGBTI de l'Allemagne pour les affaires étrangères et la coopération au développement](#). Le Royaume-Uni et les États-Unis devraient annoncer des plans semblables au cours de l'année prochaine. Il existe donc une excellente opportunité pour le Canada d'entreprendre des efforts de collaboration avec des pays œuvrant dans le même sens sur des initiatives semblables au cours des années à venir. Il est important qu'un tel plan mobilise diverses unités de l'organisation et d'autres ministères dont le travail prend place à l'échelle internationale. Un plan devrait également avoir un lien solide avec la société civile LGBTIQ au Canada et à l'étranger. La nouvelle Table permanente AmC-OSC sur les enjeux SOGIESC pourrait être une plateforme idéale pour des discussions continues visant à soutenir l'avancement de cette politique et de ce plan.

## **Enjeu et solution 2 (suite) :**

Bien qu'il y ait du travail à faire dans divers secteurs d'AmC et d'autres départements en ce qui concerne les détails de ce plan, voici quelques suggestions de ce qu'il faut inclure :

- L'offre continue de conseils aux missions sur Voix à risque : Lignes directrices du Canada pour le soutien des défenseurs des droits de la personne. Ces directives sont un outil permettant aux missions et aux bureaux d'Affaires mondiales Canada à Ottawa de soutenir la promotion des droits humains des personnes LGBTIQ et leurs défenseurs;
- Améliorer les rapports des missions au siège sur leurs progrès en matière de soutien envers les droits humains des personnes LGBTIQ. Ces rapports pourraient s'inscrire dans un contexte de mécanismes de gestion des performances;
- Des orientations politiques spécifiques sur l'engagement avec des gouvernements dans le cadre d'échanges diplomatiques discrets liés aux enjeux LGBTIQ et au soutien apporté aux groupes de la société civile LGBTIQ locale;
- Des directives plus claires sur les services et enjeux consulaires dans les pays où les droits LGBTIQ sont criminalisés, notamment en ce qui concerne la célébration de mariages de même sexe dans les ambassades canadiennes ou de soutenir les mineurs canadiens envoyés à l'étranger pour subir une thérapie de conversion;
- Des conseils sur le soutien aux mouvements et organisations LGBTIQ en dehors des capitales où se trouvent les ambassades canadiennes, par exemple dans les zones rurales ou les pays voisins relevant de la compétence de l'ambassade; et
- Identification de personnes-ressources en matière de droits humains des personnes LGBTIQ dans les ambassades canadiennes ou au sein de groupes d'ambassades canadiennes qui pourraient assurer la liaison avec la société civile, d'autres ambassades partageant les mêmes idées, ainsi que des organisations nationales ou régionales travaillant afin de faire progresser les droits humains des personnes LGBTIQ. Comme le Canada est censé avoir une personne-ressource dans chaque mission selon les lignes directrices de Voix à risque, cette personne pourrait remplir les deux rôles dans certaines ambassades.



### **Enjeu et solution 3 : Ressources internes à l'intention du personnel dédiées et spécifiques aux enjeux SOGIESC à travers Affaires mondiales Canada**

**Enjeu** : Le nombre d'employés d'AmC soutenant le travail sur les droits humains et le développement inclusif liés aux enjeux SOGIESC n'a que très peu augmenté depuis 2015, et ce, malgré un engagement et une implication grandissants envers ces enjeux à l'échelle mondiale. Les équipes responsables des initiatives ou des politiques liées aux enjeux SOGIESC ont souvent d'autres responsabilités et font parfois ce travail en marge de leurs responsabilités principales. Dans une organisation de plus de 12 000 employés, nous n'avons pas été en mesure d'identifier un personnel explicitement dédié à l'avancement ou à la coordination des politiques et des enjeux SOGIESC. Cela a eu pour effet d'entraîner des retards de plusieurs mois, voire des années, pour certaines initiatives et certains programmes. Cela signifie également que AmC ne dispose peut être pas de la capacité interne et des connaissances nécessaires pour traiter les problématiques spécifiques aux enjeux SOGIESC de manière adéquate.

**Solution** : Nous recommandons d'augmenter le nombre d'employés responsables des enjeux SOGIESC au sein d'AmC. Les actions pourraient inclure la désignation d'un personnel attiré aux politiques SOGIESC au sein du Bureau de l'égalité des genres et/ou d'une personne entièrement dédiée aux enjeux SOGIESC au sein d'AmC afin de faciliter la collaboration interministérielle interne et externe sur le travail en lien aux enjeux SOGIESC. Au niveau des missions, il pourrait s'agir d'une personne-ressource désignée aux affaires LGBTIQ pour chaque région différente. Il pourrait également y avoir un coordinateur désigné aux affaires LGBTIQ pour les différents programmes d'aide internationale. Il faudrait également recruter davantage de personnel s'identifiant comme étant LGBTIQ2, notamment des personnes trans, non binaires, intersexes, bispirituelles et des personnes racisées qui peuvent soutenir le travail visant à faire avancer ces enjeux dans une perspective intersectionnelle. L'embauche de personnel LGBTIQ2 permettra d'accroître la connaissance interne de certaines des complexités et nuances des problématiques de politique étrangère liées aux enjeux SOGIESC et de renforcer la crédibilité d'AmC dans divers forums internationaux et espaces de la société civile. Il existe plusieurs modèles de ce type dans d'autres pays. Les États-Unis ainsi que les Pays-Bas ont identifié du personnel dédié aux programmes LGBTIQ au sein de leurs ministères des affaires étrangères ou de leurs agences de développement international, telles que l'USAID. L'augmentation du personnel dédié aux enjeux SOGIESC permettra une mise en œuvre plus fluide des nouveaux programmes et l'intégration des enjeux SOGIESC dans tous les secteurs d'AmC au cours des années à venir.

#### **Enjeu et solution 4 : Créer un cadre d'assistance internationale pour les enjeux SOGIESC à travers les programmes de financement d'AmC en partenariat avec la société civile et les partenaires internationaux**

**Enjeu** : Le Canada a fait les premiers pas nécessaires au cours des dernières années afin de soutenir les enjeux SOGIESC et les droits humains des communautés LGBTIQ dans le monde. Cependant, ces efforts sont entravés par l'absence d'un cadre global au sein des divers programmes de financement d'AmC liés à ces enjeux, notamment l'aide humanitaire, les programmes de paix et de sécurité, les programmes d'égalité des genres, l'aide au développement économique et les programmes de financement multilatéraux. Le travail en silo des ministères fait craindre que le financement du Canada n'ait pas l'impact souhaité sur l'avancement des droits humains LGBTIQ dans le monde. Une approche déconnectée risque d'exclure une participation significative des organisations du Sud et de sous-financer diverses communautés, notamment les organisations et projets destinés aux communautés lesbiennes, trans, intersexes, autochtones et francophones.

**Solution** : Nous recommandons l'élaboration d'un nouveau cadre pour le financement international canadien des enjeux SOGIESC qui intègre et relie toutes les diverses composantes à travers AmC (y compris, mais sans s'y limiter, les nouveaux guichets de financement), et qui pourrait explorer des questions transversales telles que l'innovation dans le financement lié aux enjeux SOGIESC (p. ex. le financement des organisations non-enregistrées, les modèles de subventionnement participatifs et féministes, le financement des interventions d'urgence et le financement du travail sur les droits humains des personnes LGBTIQ dans les pays qui ne sont pas admissibles à l'APD). Un tel cadre pourrait également identifier comment les programmes ciblent divers groupes tels que les communautés trans, intersexes, LBT, francophones et les femmes. Le cadre serait un lien avec un plan de politique étrangère plus large décrit dans le premier enjeu mentionné dans cette soumission.

Un nouveau cadre de financement reconnaîtrait la réalité en constante évolution des communautés et organisations LGBTIQ populaires qui œuvrent dans des contextes juridiques, politiques et sociaux précaires. Cela pourrait se faire : (1) en fournissant un financement de base, prévisible et flexible par le biais des mécanismes existants (tant canadiens que du Sud) aux organisations LGBTIQ populaires; et (2) en intégrant des politiques et des lignes directrices pour rendre les accords de financement plus flexibles et adaptés (p. ex. les activités qui doivent changer, les allocations salariales qui doivent être modifiées, le financement de la sécurité des personnes, etc.)

Les enjeux à explorer comprennent le soutien aux organisations non enregistrées, la manière dont les approches aux droits humains sont intégrées dans les cadres de développement international, et l'intersection entre les programmes d'égalité des genres et les enjeux SOGIESC. Nous aimerions élargir le dialogue sur le travail du sexe et le lien avec la politique d'AmC sur l'exploitation et l'abus sexuels. Un cadre pourrait également être lié à des efforts multilatéraux plus larges autour de la coordination et de la force d'impact des donateurs avec des pays donateurs partageant les mêmes idées au sein de la Coalition pour l'égalité des droits (Equal Rights Coalition) et en partenariat avec des mécanismes tels que le Global Philanthropy Project, qui surveille et recherche les financements gouvernementaux et philanthropiques faisant progresser l'égalité et les droits humains des personnes LGBTIQ.

**Enjeu et solution 5 : Fixer un objectif plus élevé pour le financement de l'assistance internationale canadienne pour les enjeux SOGIESC liés au développement, l'aide humanitaire et les droits humains**

**Enjeu :** Les personnes ayant une orientation sexuelle, une identité et une expression de genre et des caractéristiques sexuelles qui ne correspondent pas au modèle hétérosexuel et cisgenre continuent d'être fréquemment criminalisées et de faire l'objet de discrimination et de violence dans le monde entier. Les vulnérabilités, parfois communes à ces individus, ont été exacerbées par les impacts sanitaires et humanitaires plus larges de la pandémie de COVID-19. La plupart des organisations et des réseaux qui œuvrent en faveur des droits humains des personnes LGBTIQ et de l'amélioration des résultats en matière de développement manquent cruellement de fonds et sont confrontées à des opposants aux droits humains des personnes LGBTIQ qui disposent de plus en plus de ressources. Selon une recherche menée par le Global Philanthropy Project, entre 2013 et 2017, le mouvement anti-genre mondial a reçu trois fois le niveau de financement des mouvements LGBTIQ. Bien que le Canada se soit engagé à appliquer une politique féministe en matière d'aide internationale, son financement actuel des enjeux SOGIESC à l'échelle mondiale est bien inférieur à celui des autres pays donateurs. Avant 2018, la seule aide internationale canadienne destinée aux communautés LGBTIQ passait par le FCIL de l'ambassade et le montant était inférieur à 1 M\$ par an. En 2018, ce montant avait augmenté pour atteindre environ 3 M\$. Au début de 2019, Affaires mondiales Canada s'est engagé à verser 6 M\$ par an pendant cinq ans à un nouvel ensemble d'initiatives appelé le Programme canadien d'aide internationale pour les personnes et les communautés LGBTQ2I ("Canadian International Assistance Program for LGBTQ2I Persons and Communities". Bien que ces efforts constituent un premier pas important vers une inclusion plus large au niveau de l'aide internationale canadienne, il s'agit toujours d'un très faible pourcentage de l'aide canadienne et d'un pourcentage inférieur à celui d'autres pays principaux de l'ERC tels que les Pays-Bas (0,36 %), la Suède (0,40 %), la Finlande (0,18 %) et la Norvège (0,16 %).





Solution : Pour atteindre l'objectif du Canada en matière d'égalité des genres dans le monde, notamment par la promotion des droits humains des personnes LGBTIQ et l'amélioration des résultats en matière de développement, il faut augmenter les ressources destinées aux mouvements LGBTIQ au sein de nos programmes d'aide internationale. Nous recommandons que, dans le cadre du nouveau Plan d'action fédéral LGBTQ2, AmC fixe un objectif global plus élevé pour le financement mondial destiné aux enjeux SOGIESC d'au moins 0,35 % de l'aide canadienne annuelle, soit environ 20 M\$. Cet engagement plus élevé permettrait au Canada de se rapprocher du rang d'autres pays aux vues similaires qui font progresser les droits humains des personnes LGBTIQ. Le Canada a la possibilité d'avoir un impact significatif et durable dans certaines parties du monde où les mouvements populaires et les défenseurs des droits humains LGBTIQ luttent présentement afin de faire progresser les droits humains fondamentaux. Une augmentation relativement faible du financement aurait un impact significatif sur le mouvement mondial dans de nombreuses régions. Combiné à un plan de politique étrangère sur les enjeux SOGIESC plus robuste et plus complet et à un cadre de financement au sein de notre politique d'aide internationale féministe et notre politique étrangère féministe plus larges, cela a le potentiel de faire progresser de manière significative les droits humains et le développement socio-économique des personnes LGBTIQ dans de nombreuses régions.

**En plus de votre réponse précédente, et en tenant compte des politiques et des programmes existants du gouvernement du Canada, veuillez nommer les politiques et programmes que votre organisation souhaiterait voir améliorés afin de mieux répondre aux besoins des personnes LGBTQ2 au Canada. Dans votre réponse, veuillez expliquer pourquoi et comment ils devraient être modifiés.**

### **Formation globale sur les enjeux SOGIESC dans l'ensemble d'AmC**

Les formations sur les enjeux SOGIESC ont lieu dans certains contextes au sein d'AmC, y compris dans certaines ambassades. Cependant, l'ensemble du système comporte des lacunes. Alors que les fonctionnaires ont accès à la formation ACS+, une formation spécialisée supplémentaire sur les enjeux SOGIESC et sur la manière de s'engager auprès de la société civile LGBTIQ est nécessaire. À l'avenir, nous recommandons que le personnel d'AmC - des ambassadeurs au personnel local - reçoive une formation appropriée sur les enjeux SOGIESC politiques liés à leur travail et sur la manière de soutenir les droits humains des personnes LGBTIQ dans leurs contextes spécifiques. Les formations offertes dans les missions internationales, doivent inclure les organisations et les activistes LGBTIQ locaux et s'engager auprès d'eux. L'offre d'une formation par les organisations locales permet une compréhension nuancée de la situation, ce qui peut également favoriser la diplomatie discrète.

### **Donner davantage de place aux enjeux SOGIESC au sein du FCIL et augmenter le financement d'urgence**

Depuis 2009, le Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) est une composante clé de l'engagement et du soutien du Canada envers les enjeux SOGIESC et les droits humains des personnes LGBTIQ dans de nombreux pays et régions. Le FCIL est également un mécanisme important permettant de soutenir les groupes de défense des droits humains des personnes LGBTIQ dans les pays qui ne sont pas admissibles à l'aide publique au développement. Cependant, si les enjeux LGBTIQ ont déjà été une priorité pour ce fonds, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Nous aimerions que AmC continue d'améliorer le soutien du FCIL aux groupes de défense des droits humains des personnes LGBTIQ ainsi qu' à intégrer les leçons tirées du FCIL dans d'autres programmes de financement au fur et à mesure de leur élaboration. Le FCIL devrait être analysé et amélioré afin d'en faire un outil important pour soutenir l'avancement des droits humains des personnes LGBTIQ, et ce, en consultation avec les organisations de la société civile LGBTIQ qui ont bénéficié du programme.

Nous reconnaissons que le FCIL a ses limites. Des mécanismes sont nécessaires pour soutenir les organisations LGBTIQ non enregistrées et les défenseurs des droits humains des personnes LGBTIQ (qui comprennent les individus, les organisations et les mouvements) qui subissent la criminalisation, le harcèlement, la violence et d'autres menaces. Ces défenseurs des droits humains ont besoin d'un financement d'urgence rapide et facilement accessible pour répondre le mieux possible à leurs besoins. La nécessité d'un financement d'urgence rapide a été soulevée par la société civile il y a deux ans lors de la mise à jour des lignes directrices de Voix à risque entourant le soutien aux défenseurs des droits humains. Cette nécessité n'a fait que s'accroître, car la réduction de la place de la société civile dans le monde a eu un impact disproportionné sur les défenseurs des droits humains des personnes LGBTIQ..

### **Travailler en étroite collaboration avec la société civile au sein de la nouvelle communauté de pratique sur les enjeux SOGIESC dans l'aide au développement et inclure l'apprentissage par le biais d'une multitude de programmes**

La création du nouveau Programme canadien d'aide internationale pour les personnes et les communautés LGBTQ2I en 2019 a été un développement programmatique important pour l'aide internationale canadienne. Le développement d'une communauté de pratique est une composante importante de ce programme. Nous recommandons que cette nouvelle communauté de pratique implique un apprentissage par le biais de la société civile, des partenaires internationaux et du personnel d'AmC travaillant sur ces programmes. La communauté de pratique devrait être reliée et impliquer d'autres programmes de financement d'AmC qui soutiennent les enjeux SOGIESC (p. ex. les PSOPs, les programmes de SDSR, le Fonds d'égalité, le FCIL, etc.)

Nous souhaitons également que la communauté de pratique soit établie par écrit avec des termes de référence clairs. Il est également important de noter que, bien que la société civile ait été initialement consultée il y a deux ans, le développement et les progrès de ces initiatives devraient faire l'objet d'un contrôle régulier.

GAC should involve and collaborate with Canadian 2S/LGBTIQ civil society through the new Community of Practice to help inform the development of further initiatives and programs, including multilateral funding allocations related to SOGIESC issues and human rights. The Community of Practice should involve a diversity of civil society organizations, including increased involvement of francophone organizations and organizations working with a broad diversity of sexual orientations, gender identities and expressions, and sex characteristics, including LBQ women, trans, intersex, and Two-Spirit communities.

**En plus de vos réponses précédentes, veuillez identifier toute nouvelle politique et tout nouveau programme que le gouvernement du Canada devrait envisager de mettre en œuvre afin de répondre aux besoins des personnes LGBTQ2 au Canada. Dans votre réponse, veuillez expliquer pourquoi ils devraient être considérés et à quoi devrait ressembler leur mise en œuvre.**

**Intégrer les enjeux SOGIESC dans la politique étrangère féministe du Canada et dans le Plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité**

Le Canada est en train d'élaborer un nouveau plan de politique étrangère féministe et il y aura un plan d'action national révisé/renouvelé sur les femmes, la paix et la sécurité (PAN sur les FPS). Toute composante internationale d'un plan d'action fédéral LGBTQ2 doit être interreliée avec ces plans et visible pour le personnel chargé de la mise en œuvre et du suivi des progrès de ces plans. La politique étrangère féministe et le PAN sur les FPS doivent être inclusifs et intégrer pleinement les enjeux SOGIESC.

L'automne dernier, Affaires mondiales Canada a entamé l'élaboration d'un document stratégique décrivant sa politique étrangère féministe. La société civile s'attend à ce que ce plan intègre pleinement les enjeux SOGIESC. Le plan d'action national du Canada sur les femmes, la paix et la sécurité couvre la période 2017-2022. Jusqu'à présent, ce plan s'est concentré sur les femmes et les filles, mais des discussions ont été entamées sur la nécessité de rendre l'agenda sur les femmes, la paix et la sécurité plus inclusif de la diversité des genres. Nous espérons que le prochain PAN sur les FPS intégrera pleinement les enjeux SOGIESC. D'ici là, nous espérons que le Canada prendra des mesures afin de dépasser la binarité du genre et commencera à inclure les enjeux SOGIESC dans le cadre de son travail plus large sur les femmes, la paix et la sécurité. Les enjeux SOGIESC devraient être intégrés dans l'ensemble d'AmC. Cependant, il est important de s'assurer que l'intégration ne contribuera pas à invisibiliser les questions SOGIESC.

### **Développer un plan afin d'intégrer le soutien du Canada aux droits humains des personnes LGBTIQ dans les efforts d'engagement public d'AmC**

Au fur et à mesure que AmC développe sa nouvelle stratégie d'engagement du public, sa théorie du changement et son cadre, nous recommandons que les enjeux SOGIESC et le soutien du Canada aux droits humains des personnes LGBTIQ dans le monde soient mieux intégrés dans cette stratégie. En collaboration avec la communauté croissante des organisations de la société civile canadienne impliquées dans les enjeux SOGIESC internationaux par le biais de Réseau Dignité Canada, AmC peut utiliser cette stratégie afin de mettre en évidence les enjeux SOGIESC et le soutien accru du Canada envers les droits humains internationaux des personnes LGBTIQ. De nombreux Canadiens ne sont pas au courant du travail important que le Canada, nos ambassades et nos organisations de la société civile accomplissent à l'échelle mondiale afin de soutenir les droits humains des communautés LGBTIQ, et il y aura une occasion importante d'engagement du public au cours des années à venir. Une stratégie d'engagement du public liée aux enjeux SOGIESC devrait, bien évidemment, tenir compte des enjeux de sécurité et du principe de « ne pas nuire ».

### **Assurer l'inclusion des personnes et des communautés LGBTIQ dans les programmes canadiens d'aide humanitaire**

À ce jour, pour autant que nous le sachions, les personnes et les communautés LGBTIQ n'ont pas été incluses dans les programmes canadiens d'aide humanitaire. Dans certaines régions et certains pays, les personnes et communautés LGBTIQ sont laissées pour compte et éprouvent des difficultés particulières lorsqu'elles tentent d'obtenir de l'aide. Le Canada doit s'engager clairement, dans sa politique, à assurer un accès équitable à l'aide humanitaire pour les personnes, et ce, sans distinction au niveau de l'orientation sexuelle, de l'identité ou de l'expression de genre, ou des caractéristiques sexuelles.

### **Assurer des pratiques non discriminatoires dans tous les programmes canadiens d'aide au développement international**

Le Canada devrait s'assurer que toutes les initiatives d'aide internationale qu'il finance respectent les principes de la Charte canadienne des droits et libertés et se conforment aux principes énoncés dans la Politique féministe d'aide internationale. Il devrait notamment s'assurer que le travail des organisations bénéficiaires de l'APD ne va pas à l'encontre des droits humains des personnes LGBTIQ. L'USAID a procédé à une évaluation semblable de l'ensemble de l'aide internationale américaine afin de s'assurer que toutes les organisations financées adhèrent à des politiques de non-discrimination qui englobent l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre, et les caractéristiques sexuelles.



**Veillez fournir tout autre commentaire que votre organisation aimerait voir considéré dans le cadre de l'élaboration du Plan d'action LGBTQ2. N'hésitez pas à développer l'une ou l'autre des questions précédentes ou à partager toute autre réflexion.**

La Rainbow Coalition for Refuge est une coalition partenaire du Réseau Dignité Canada. Le rôle du Canada dans l'avancement des droits des personnes LGBTIQ à l'échelle internationale doit également inclure la garantie d'un refuge pour les personnes LGBTIQ en danger. Toutes nos recommandations ci-dessus tiennent compte des besoins des réfugiés et des personnes LGBTIQ déplacées. De plus, nous soutenons fermement les recommandations relatives à la politique sur les réfugiés de nos collègues de la Rainbow Coalition for Refuge et sommes solidaires d'eux en tant que composante essentielle du Plan d'action fédéral.

Plus précisément, nous aimerions réaffirmer les éléments clés de la soumission de la Coalition :

1. Respecter le droit de chercher refuge et reconnaître que les déplacements des réfugiés sont essentiels. Adhérer aux obligations internationales et protéger les droits humains des survivants de la persécution liée à l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre, et les caractéristiques sexuelles;
2. S'assurer que les zones de protection, de réinstallation et d'établissement des réfugiés sont capables de fournir des services sûrs et adaptés qui tiennent compte des enjeux SOGIESC. Cela implique également la présence d'un personnel LGBTIQ dédié au sein d'IRCC (semblable à notre demande de personnel dédié au sein d'AmC);
3. Concevoir des projets visant à promouvoir la protection des personnes LGBTIQ dans les pays de premier asile et qui permettent également des voies de réinstallation; et
4. Travailler avec la société civile afin de développer un plan de réponse aux crises qui comprend la relocalisation des défenseurs des droits humains et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Le soutien envers le droit d'asile doit être explicitement mentionné dans le Plan d'action LGBTQ2, ce qui implique de :

1. S'engager par écrit à travailler avec la société civile afin de répondre aux besoins des personnes LGBTIQ dans le monde, et renforcer/accroître les voies de sécurité au Canada;
2. S'engager à travailler avec la société civile, tant au Canada qu'à l'étranger, afin de renforcer les droits humains des personnes LGBTIQ déplacées à l'intérieur de leurs pays et en attente de réinstallation dans des conditions hostiles aux personnes LGBTIQ; et
3. Soutenir le droit d'asile, ce qui signifie a) travailler à l'élimination de l'arriéré des demandes engendrées par la COVID-19 et b) réinstaller les réfugiés LGBTIQ dès que possible.

Le Réseau Dignité Canada est solidaire de la Coalition qui estime que AmC et IRCC ont besoin d'un plan de réponse aux crises plus proactif afin de s'occuper des personnes déplacées et répondre aux situations d'urgence. Au minimum, il doit y avoir une coordination et des personnes de référence entre les agences que nous pouvons alerter en cas de crise, travaillant ensemble pour déterminer les critères de sélection. Cela signifie aussi qu'il faut mentionner explicitement les personnes LGBTIQ et travailler de façon à inclure les personnes LGBTIQ dans le flux de réfugiés pour les activités humanitaires, les journalistes et les défenseurs des droits humains.

Pour conclure, en ce qui concerne le droit de demander l'asile, nous pensons que l'entente sur les tiers pays sûrs a un impact disproportionné sur les réfugiés LGBTIQ. Les pratiques actuelles de retour aux États-Unis ne protègent pas les survivants de persécutions liées à l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre, et les caractéristiques sexuelles et font courir aux personnes LGBTIQ le risque d'une détention prolongée en isolement et de subir des abus dans le système de détention américain ou d'un refoulement vers les pays où elles sont persécutées. D'un point de vue bilatéral, cette entente menace de faire ombrage au rôle du Canada en tant que leader en matière de protection des réfugiés et de droits des personnes LGBTIQ. L'entente doit être abrogée et, si elle ne l'est pas, elle ne doit pas être officiellement appliquée dans la pratique. Le Plan d'action LGBTQ2 du Canada doit aborder son rôle dans l'élimination de tous les obstacles au droit de demander l'asile.

Veuillez également consulter les [recommandations du Réseau Dignité Canada pour 2019-2023](#). Ces 19 recommandations ont été soumises au gouvernement du Canada en 2019 et continuent de refléter la position du Réseau Dignité Canada. Cette soumission met à jour et s'appuie sur ces 19 recommandations précédentes.



## ORGANISMES SIGNATAIRES

1. AGIR: Action LGBTQ+ avec les immigrantEs et réfugiéEs
2. Alliance for South Asian AIDS Prevention (ASAAP)
3. ARC International
4. Asian Community AIDS Services (ACAS)
5. Canadian Centre for Gender and Sexual Diversity (CCGSD)
6. Canadian Partnership for Women and Children's Health (CanWaCH)
7. Capital Pride
8. CGLCC - Canada's LGBT+ Chamber of Commerce
9. Egale Canada
10. Égides - L'Alliance internationale francophone pour l'égalité et les diversités
11. Enchanté Network
12. Equitas - International Centre for Human Rights Education
13. Fondation Émergence
14. Fondation Massimadi
15. Halifax Pride Society
16. International Railroad for Queer Refugees
17. Inter Pares
18. LGBT+ Family Coalition
19. MacEwan Centre for Sexual and Gender Diversity
20. Metropolitan Community Church Toronto
21. Morgane Oger Foundation
22. Ontario Council of Agencies Serving Immigrants (OCASI)
23. Oxfam Canada
24. Oxfam Québec
25. Pride at Work Canada/Fierté au travail Canada
26. Pride Toronto
27. QueerTech
28. Rainbow Coalition for Refuge
29. Rainbow Faith and Freedom
30. Rainbow Railroad
31. Rainbow Refugee Society
32. Rainbow Resource Centre
33. Stephen Lewis Foundation
34. The Equality Fund
35. The United Church of Canada
36. Vancouver Pride Society
37. Women Transforming Cities International Society